

**Mémoire sur la participation et l'intégration des régions**

**par l'Association Générale Étudiante du Cégep de Drummondville**

**Rédigé par le Conseil général de l'AGECD**

**Présenté à l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante  
dans le cadre du Congrès d'orientation du 25 au 28 novembre 2005**

**Le 24 novembre 2005**

## **Pistes de réflexion régionale**

Il apparaît qu'un des problèmes des institutions se trouvant en région s'articule précisément autour du manque d'intérêt manifesté à l'égard des enjeux politiques étudiants. Certains étudiants et certaines étudiantes considèrent en effet que quel que soit le point de vue que ces derniers et ces dernières mettent de l'avant, *le changement* se veut impossible. En conséquence, l'on se voit peiné d'assister ni plus ni moins qu'à une profonde désaffection de ceux et celles-ci vis-à-vis du projet d'implication militante.

Fort heureusement, certains cégeps (comme celui de Drummondville) ont su attiser le mouvement étudiant en période de grève; l'effet d'entraînement s'est fait sentir à la grandeur du Québec, aiguillonnant du même coup la fibre contestatrice québécoise. Ce phénomène a lui-même engendré plusieurs conséquences notables, telle la valorisation – non narcissique! – des individus ayant soulevé le mouvement. Il va sans dire qu'une importante mobilisation doit être effectuée dans les milieux scolaires situés en région, de sorte que ceux-ci ne se voient pas croupir devant *l'imposante mesure* des grands centres urbains.

Une autre conséquence du manque d'intérêt – entendre ici l'indifférence dont témoigne une partie de la population à l'égard de la cause étudiante – repose sur la quasi-absence d'impacts des manifestations et activités organisées. Contraint-e-s de converger vers les grands centres, les étudiantes et étudiants vivant dans de petites municipalités ont constamment à l'esprit le besoin de faire part au plus grand nombre des enjeux qui forment l'actualité étudiante, ainsi que de leurs revendications; d'où la pertinence de démocratiser l'accès à des sources d'information variées et ne faisant preuve de démagogie.

Appuyant, doit-on le rappeler, la diversité des tactiques, l'ASSÉ se veut certes des plus ouverte à l'instant où la nécessité de concrétiser des plans mis de l'avant – mentionnons ici la planification de manifestations, pour variée que soit leur forme – se fait véritablement sentir; de cette particularité émane ceci que l'établissement d'un synthésisme idéologique, allié aux efforts qu'engendre l'usage d'une *dialectique éployée*, contribuera, semble-t-il, et il importe de le préciser, à l'émancipation des luttes étudiantes entreprises jusqu'alors : or, non seulement les diktats de la concertation apparaissent-ils néfastes pour le mouvement, mais ceux-ci se veulent d'autant plus condamnables, à tout le moins d'un point de vue régional, qu'ils définissent leur champ d'action (symbole même de la prolétarianisation du militantisme isolé) à l'intérieur des fondements d'une démocratie directe quelquefois dénaturée.

## **Expérience des anciens et anciennes de l'AGECD**

Cette section, à l'instar de l'ensemble des sections du présent mémoire, ne se veut pas exhaustive, mais tente de rassembler les idées, conflits et positions des anciens-nes exécutant-e-s, ainsi que des collaborateurs-trices de l'AGECD. Celle-ci a ainsi été rédigée suivant les commentaires et paroles des anciens-nes de l'AGECD, de même que des participant-e-s de la grève du printemps 2005.

L'année précédant la plus récente grève a connu peu de roulement au sein de l'exécutif. L'AGECD se voulait davantage une association de service - très peu militante; le coordonnateur général de l'époque - lequel recevait un appui majoritaire des autres exécutant-e-s - s'est d'ailleurs à maintes reprises ouvertement prononcé en défaveur de l'ASSÉ. Il va sans dire que des questions sur la désaffiliation ont alors été soulevées et que l'AGECD, dont la délégation ne se présentait que rarement aux instances nationales, a incontestablement souffert de ce manque de confiance en l'ASSÉ.

En revanche, pendant l'automne 2004, un véritable noyautage de l'association étudiante s'est opéré, permettant à de nouveaux-elles exécutant-e-s de se faire élire. La mobilisation pour une éventuelle grève étudiante de l'année 2005 s'est donc amorcée grâce à un nouvel exécutif [peu expérimenté et faiblement renseigné sur les questions nationales]. Au gré des semaines, néanmoins, les membres du conseil en sont venus à connaître davantage les structures assésiennes et à participer plus amplement aux différentes instances. Ainsi, le Conseil régional du sud-est (CASSEÉ) a vu le jour (grâce à une précieuse aide sherbrookoise); et plusieurs délégué-e-s de l'AGECD, mentionnons-le, ont décidé de prendre part, en bon nombre, aux congrès.

La mobilisation pour la grève ayant semblé porter fruit, l'issue de l'assemblée générale décisive n'en demeurait alors pas moins incertaine. Un fort comité de mobilisation oeuvrait d'ailleurs pour que le déclenchement de la grève se concrétise avec hâte. Ce faisant, la grève a bel et bien été déclarée; et c'est à ce moment précis que les liens avec l'organisation nationale se sont réellement vus noués. L'on ne saurait passer sous silence que, en période de grève, le congrès qui s'est tenu à Drummondville a permis à plusieurs étudiant-e-s du cégep d'emboîter le pas vers une implication militante des plus active; la campagne d'information s'étant déroulée à merveille, chaque étudiant-e engagé-e défendait fièrement la CASSEÉ. D'ailleurs, la population étudiante n'a voulu arrêter la grève qu'après avoir pris acte d'une position claire (suggérant un éventuel repli) ressortant de cette coalition. Le jeune conseil exécutif a donc non seulement acquis beaucoup d'expérience durant la grève, mais également apprécié le fonctionnement des processus démocratiques de l'ASSÉ. De surcroît, la totalité des membres du conseil exécutif a senti que les régions étaient grandement respectées au sein de l'ASSÉ et qu'il s'y trouvait, manifestement, une réelle volonté d'intégration des cégeps et des associations universitaires faibles en nombre. Bien que ce conseil ait été éphémère (plusieurs des exécutant-e-s en poste pendant la grève terminant leurs études collégiales la même année), ses membres ont su profiter des bienfaits du syndicalisme de combat et maintenir des positions claires sur la démocratie directe.

Bref, l'exécutif de l'AGECD a énormément changé au cours des récentes années. Puisque tous les membres du conseil exécutif, ainsi que la population étudiante militante, appuient leur affiliation à l'ASSÉ, le débat portant sur le bien-fondé de cette association semble – du moins pour l'instant - bel et bien réglé. Cependant, il est envisageable que, comme à la suite de l'année 2001, certain-e-s futur-e-s exécutant-e-s en viennent à se prononcer contre l'ASSÉ, et que la conservation de notre affiliation devienne une lutte de premier plan.

## **Points à améliorer à l'ASSÉ**

De manière à rendre compte des aspects visiblement chancelants qui se veulent propres à l'ASSÉ et à exposer succinctement quelques pistes de solution visant à remédier aux problèmes qu'imposent ceux-ci, voici un éventail de suggestions qui, moins pour absolutiser un point de vue que pour en libérer des charges éventuellement positives, ont découlé de constats divers :

Il semble qu'explicitement davantage les moyens entrepris au préalable par l'ASSÉ afin de faire valoir ses opinions favoriserait son objectif même de conscientisation; l'historique de l'ASSÉ permettant aux conseils exécutifs de vanter les mérites du syndicalisme de combat et de la démocratie directe et participative, il va de soi que cet historique rend compte d'arguments de taille soutenant les avantages d'une éventuelle affiliation à l'ASSÉ, de même que ses positions globales.

Les régions perçoivent à n'en point douter la pertinence des Conseils régionaux, mais estiment trop fréquemment que les liens sont mal établis entre elles et l'ASSÉ. Le conseil interrégional permet certes de consolider les prises de position des régions, toutefois, il demeure parfois inefficace. Nous sommes conscients que les conseils régionaux en sont à leur début et qu'ils se verront améliorés dans un avenir rapproché, il n'en reste pas moins qu'il importe de s'y affaïrer avec hâte, en sorte que des relations plus tangibles (qui impliquent l'ASSÉ et l'ensemble des conseils) soient observables; de même, le fait est que les régions demanderaient, de toute évidence, une plus forte représentation des conseils régionaux au sein des diverses instances de l'ASSÉ.

Il convient également d'avancer que de structurer plus amplement *certaines* manifestations – le terme « *certaines* » étant en l'occurrence employé pour rappeler l'importance de la créativité instinctuelle qui se dégage de nombre d'autres manifestations - contribuerait à élargir le nombre de participant-e-s de celles-ci. Une meilleure planification des manifestations, quant au trajet, aux arrêts et aux actions serait en ce sens favorable aux régions. Les étudiant-e-s des régions se demandent fréquemment à quoi s'en tenir à l'approche d'une manifestation, puisqu'ils n'ont jamais eu l'opportunité d'assister à l'une d'entre d'elles. Or, ceux et celle-ci préféreraient sans nul doute savoir, à l'aide d'exemples, de quelle façon se déroule une manifestation asséenne; l'ensemble des pratiques méconnues et des termes nébuleux qui régissent le mouvement font parfois peur, soulignons-le, aux nouveaux-elles militant-e-s.

Il appert que, dans l'éventualité où un nombre plus élevé de congrès s'effectueraient en région, une masse plus importante d'étudiant-e-s se verraient interpellée. Cette nécessité de décentraliser les activités asséennes apparaît d'autant plus profitable que certaines manifestations régionales ont porté fruit à l'élargissement du mouvement – mentionnons à cet effet la plus récente manifestation régionale qui s'est déroulée à Drummondville, laquelle s'est révélée être, pour plusieurs, l'instigatrice même d'un chemin personnel d'éveil et de sensibilisation. Par ailleurs, c'est précisément lorsque la participation active des régions se fait sentir dans le mouvement que les résident-e-s des régions sont à même de constater et l'importance qu'ils et elles revêtent dans ce dernier, et le criant besoin de passer à l'acte.

L'organisation d'activités touchant à des sphères autres qu'à saveur proprement étudiante ou politique apparaît, au demeurant, un des éventuels bienfaits à apporter au mouvement. À cet effet, pourquoi ne pas tâcher d'élargir l'éventail des sujets qui feront éventuellement l'objet de débats en milieu universitaire ou cégépien. Soulignons, à titre d'exemple, que les thèmes ayant trait à la grossesse chez les étudiantes et à l'aide financière accordée à celles-ci, de même que la non-reconnaissance des diplômes des nouveaux arrivants constitueraient des sujets des plus à-propos. L'information sur les grandes lignes de combat de l'ASSÉ circule à merveille dans le cégep Drummondville. Or, la concrétisation de certains plans d'action se révèle être une dimension difficilement accessible au sein du mouvement.

Tout bien considéré, il convient d'affirmer, à l'évidence, que les critiques formulées à l'ASSÉ apparaissent – tout ou moins celles qui ressortent le cas échéant – peu nombreuses, dans la mesure où l'on a vent, de manière générale, des bienfaits qu'apporte cette association au mouvement de revendications étudiantes. Ceci dit, à défaut de sombrer dans les interminables questionnements que peut quelquefois susciter le souci de dénomination idéologique d'un ensemble de militant-e-s, il semble – nous en avons fait mention auparavant – que la mise en évidence du côté *pragmatique* des luttes serait on ne peut plus bénéfique pour les avancées régionales, indéniablement tributaires de l'acte.